49e ANNÉE. — N° 17.095
DIRECTION & ADMINISTRATION: 3, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS: 3, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et limitrophes 8 50 16f. 30f.
France et Colonies... 9 » 17f. 32f.
Etranger..... 20 20f. 40f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro
LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE
Le numéro 10 c.

MARDI 22 AVRIL 1919
SAINTE OPPORTUNE
SOLEIL : lever 6h8; coucher 7h54
LUNE : D. Q. le 23; nouvelle le 30

LA VIE TOUJOURS CHÈRE

Si la mise en vente dans les « baraques Vilgrain » des stocks réalisés en vue du ravitaillement de l'armée ont amené, à Paris, du moins, et dans quelques grandes villes, une baisse assez sensible de prix pour certaines denrées alimentaires, la cherté de vie, d'une façon générale, ne continue pas moins à peser lourdement sur les populations. Nous avons même, pour plusieurs produits indispensables, à enregistrer une recrudescence de hausse qui ne laisse pas d'être inquiétante.

La suppression de la taxe n'a pas eu pour contre-poids nécessaire une abondance suffisante de ces produits dont la valeur marchande a augmenté en raison directe du déficit. Le beurre, par exemple, n'a pas rencontré, en temps utile, la concurrence salutaire du beurre que l'on attendait de l'Argentine. Pour que la viande fraîche pût être livrée à la consommation à des prix abordables, il faudrait que la viande frigorifiée arrivât en quantité telle que les consommateurs fussent affranchis des exigences souvent excessives de la boucherie.

Nous tournons ici, il est vrai — comme d'ailleurs dans la plupart des problèmes économiques — dans un cercle vicieux et nous nous trouvons enfermés dans une véritable impasse.

J'exposais l'autre jour la nécessité de faire appel à la production étrangère pour l'approvisionnement de notre marché, puisque nous ne sommes pas en état de nous procurer par nos propres ressources ce dont nous avons besoin, en attendant que la reprise de nos échanges internationaux nous permit de rendre à notre production nationale tout son essor et sa prospérité.

Nous ne pouvons pas, en effet, échapper pour l'instant à cette obligation, mais elle ne saurait être qu'un expédient passager, un remède de circonstance qu'il faudrait abandonner le plus tôt possible, sous peine d'aggraver notre malaise et de compromettre l'avenir économique du pays.

Tous les achats que nous pourrons faire à l'étranger et même chez nos alliés, s'ils ne trouvent pas leur compensation par la vente dans ces pays de produits fabriqués en France, auront pour conséquence fatale une diminution du capital national.

La richesse française ne saurait s'accroître que si nos exportations dépassent en valeur les importations. Or, en ce moment, notre production étant insuffisante pour nos propres besoins, nous ne pouvons songer à exporter quoi que ce soit et, si cette situation se prolongeait, si, ne produisant rien, ou produisant d'une façon restreinte, nous devions tout acheter au-dehors, nous arriverions infailliblement à la dépréciation complète de notre crédit; nous nous acheminerions à grands pas vers la ruine.

Il importe donc d'établir un équilibre indispensable entre les nécessités inéluctables du présent et les prudentes prévoyances de l'avenir.

Il ne faut pas hésiter à faire momentanément appel au concours de nos alliés et à leur demander — surtout en ce qui concerne l'alimentation — l'apport grâce auquel il nous sera possible de mettre fin à la crise de la vie chère; mais il faut limiter ces importations, quant à la quantité et à la durée, au strict indispensable; il faut surtout les canaliser, les diriger vers un but précis et poursuivi sans arrêt comme sans hésitation : la reprise de la production sous toutes ses formes, avec, comme conséquence, des exportations réparatrices de notre gêne passagère.

Notre agriculture, par exemple, a besoin de renouveler son outillage. Il lui faut des charrues, des semeuses, etc.; nous manquons d'engrais pour donner à la culture toute son intensité. Ouvrons nos portes toutes grandes à ce qui nous fait défaut dans cet ordre d'idées. Achetons des machines agricoles pour nos besoins immédiats, approvisionnons-nous d'engrais et de semences, mais procurons-nous surtout des matières premières nous permettant de mettre sans retard toutes nos usines en pleine exploitation, de transformer nos fabriques d'obus et de munitions en productrices de machines industrielles, d'outils et d'instruments aratoires, d'offrir à notre tour aux nations étrangères les résultats de notre activité, de notre génie industriel.

C'est par là que nous ferons réellement disparaître les inconvénients et les dangers de la vie chère.

J'ajoute que, pour l'heure présente, s'impose une vigilance d'un autre ordre.

Les circonstances plus fortes que toutes les volontés nous placent dans l'impossibilité d'appliquer dans toute leur logique les principes directeurs de la vie économique normale. Nous ne pouvons pas, sans transition, passer du régime des restrictions et des taxations aux pratiques d'une liberté commerciale rendue difficile et décevante par la rareté des denrées offertes au jeu de l'offre et de la demande.

Le gouvernement a raison de relâcher les liens qui nous ont trop longtemps paralysés; il ne saurait se désintéresser d'une surveillance rendue nécessaire par les pratiques mêmes qui ont prévalu depuis quatre ans.

Un fait fera mieux comprendre ma pensée. Dernièrement — je garantis l'authenticité de ce que j'avance — un groupe de commerçants d'une de nos grandes villes avaient l'audace de solliciter des pouvoirs publics une aide particulière en vue de les dédommager d'une perte considérable qu'ils allaient subir. Escomptant la persistance de la vie chère, ces négociants avaient acheté en grande quantité un produit alimentaire à 400 fr. les 100 kilos. Ils trouvaient difficilement preneurs à 90 fr.

En pareil cas, la réponse du gouvernement doit être une poursuite en règle contre des accapareurs capables de spéculer aussi criminellement sur la misère publique.

Pierre DEVAL.

Ce que disent les Journaux

LA MANŒUVRE ALLEMANDE DES PRELIMINAIRES DE PAIX

La manœuvre à laquelle vient de se livrer l'Allemagne en décidant de n'envoyer que de simples courriers à Versailles pour y recevoir les préliminaires de paix n'a rien de surprenant pour le **Matin** :

« Il y a à la Wilhelmstrasse un homme qui s'est certainement targué auprès de ses collègues socialistes du ministère de faire tomber l'Entente dans des pièges renouvelés de l'ancienne chancellerie impériale. Le comte de Brockdorff-Rantzau a fait sa carrière dans la diplomatie par la protection de l'impératrice, dont sa tante dirigeait la cour. Sa présence dans un ministère « républicain » ne s'explique que s'il a un plan politique personnel et l'a fait admettre. C'est lui qui a fait publier dans la « Gazette de Francfort » une extraordinaire dépêche annonçant que l'Allemagne aurait, elle aussi, des indemnités à réclamer. Il vient de réorganiser puissamment son service d'espionnage en Suisse; il l'a doté de riches crédits. Ces crédits s'ajoutent aux fonds volés par les Jeunes-Turcs à Constantinople et aux millions envoyés par Lenine. Il a un trésor de guerre, et il manœuvre activement. S'il est partisan de combattre le bolchevisme à Munich, il le cultive complaisamment à Budapest, et des informateurs nous ont écrit de Suisse que certains agitateurs égyptiens agissent à son instigation. Dans ces conditions, il pense avoir le pouvoir de créer deux mouvements d'agitation : l'un en Allemagne, par un plébiscite exalté, organisé autour du traité de paix; l'autre en France, en troublant chez les alliés l'opinion publique et les Parlements par le retard apporté à la signature des préliminaires.

» Brockdorff-Rantzau n'oublie qu'une chose : la défaite de l'Allemagne. Les plénipotentiaires qui doivent se présenter à Versailles ne ressemblent aux négociateurs d'aucun traité précédent. Un seul fait le démontre : ils viennent apprendre, entre autres choses, de la bouche des alliés que les chefs qui ont voulu et conduit la guerre vont être traduits devant les tribunaux comme des criminels de droit commun. Il n'y a pas de controverse possible entre Berlin et Versailles. C'est à Versailles seulement que le traité doit être publié, communiqué, imposé et signé. S'il en était autrement et si l'Allemagne tentait des manœuvres dilatoires, les alliés pourraient considérer, ainsi qu'ils l'ont notifié le 17 février, que l'armistice doit être rompu. La parole sera alors au maréchal Foch, le meilleur des plénipotentiaires. »

La ligne de conduite de nos ennemis est très visible, dit l'**Echo de Paris** :

« Ils profiteront de toutes les occasions possibles pour retarder la marche des pourparlers dans l'espérance de voir s'ouvrir une brèche dans l'accord. Les alliés et de voir la situation européenne se modifier, surtout dans l'Est, à notre détriment. Ils ne signeront que contraints et forcés devant la preuve de notre union et de notre force. Ils machinent déjà, à Weimar, l'obstruction parlementaire et le plébiscite. Ayant signé le traité, ils nous opposeront dans l'exécution la plus grande force d'inertie. Que notre alliance se le tienne pour dit. »

LES NOUVEAUX RAPPORTS DU TRAVAIL ET DU CAPITAL

La guerre a provoqué un bouleversement tel que ce serait une erreur de supposer que la vie sociale pourrait reprendre dans les mêmes conditions qu'au 31 juillet 1914. Dans les pays belligérants, comme chez les neutres, il s'est produit un « décalement » de la valeur de l'argent entraînant une hausse générale de la valeur des marchandises. Était-il possible de croire que la marchandise qui constitue le travail seule pourrait revenir ou rester à son ancien prix ? Les rapports entre le travail et le capital étaient voués fatalement à une transformation, écrit M. Louis Lajarrige, député (le **Journal**). Cette transformation se marque par les campagnes pour la limitation de la durée du travail, le repos groupé sous forme de congé annuel, et la participation des travailleurs dans la direction des entreprises où ils se prétendent en mesure d'apporter des améliorations profitables à la Société tout entière.

» Nous ne sommes plus ici en face d'un programme de pure et simple subversion de l'organisation sociale, ce n'est plus la revendication intransigeante, la prédication marxiste ou libertaire du dogme de la lutte des classes à la façon des bolcheviks russes ou des spartaciens berlinois. Il ne s'agit plus d'exproprier une « classe possédante » pour instaurer sur ses ruines la dictature d'une minorité prolétarienne sans culture générale et sans éducation technique. C'est bien plutôt le retour aux enseignements conciliateurs de la lignée des doctrinaires français qui, depuis la fin du dix-huitième siècle jusqu'au milieu du dix-neuvième, ont rêvé pour le monde un avenir où la justice et la paix régneraient parmi les hommes. Refuser de comprendre qu'un monde nouveau doit sortir de la mêlée des peuples, s'obstiner en des conceptions incompatibles avec les formes actuelles de la production et plus encore avec celles qu'elle revêtira demain, vouloir imposer aux millions d'hommes qui viennent à nouveau de conquérir au prix de leur sang le droit de vivre libres des méthodes que la génération passée supportait déjà malaisément, serait faire preuve d'un aveuglement néfaste. »

LES MEFAITS DE M. LEBUREAU

Une charge de plus à l'encontre de notre administration et que relève la **France libre** :

« Un gros négociant étranger avait sur le quai d'un port assez lointain une quantité considérable de sucre. Il la proposa « à perte » au ravitaillement français. Les services ne daignèrent point l'honorer d'une réponse. Ce que voyant, il vendit son stock à des prix supérieurs aux Anglais. Et la Grande-Bretagne put ainsi céder tout dernièrement, avec un honnête bénéfice, ladite cargaison à notre ineffable gouvernement. Dans cette affaire, personne n'a donc rien perdu, excepté le contribuable français. Mais il n'est pas à quelques milliers de francs près, chacun sait ça ! »

Un différend dans la marine marchande

Paris, 20 avril. — La Fédération nationale des Syndicats maritimes nous communique la résolution suivante :

« Le bureau de la Fédération nationale des Syndicats maritimes ayant connaissance d'une réunion tenue à Marseille le 19 avril 1919 par des officiers du pont et de la machine, commissaires et docteurs du bord, au cours de laquelle fut décidé que si le commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande ne prenait pas l'engagement formel avant mardi 22 avril de donner en gérance aux Compagnies de navigation et sans aucune réserve, tous les navires allemands cédés momentanément à la France, il se mettrait immédiatement en grève. »

» Considérant qu'à cette réunion les éléments maritimes subalternes n'étaient pas convoqués pas plus que les capitaines au cabotage, que, de ce fait, malgré les tendances interfédérales des syndicats d'officiers il résulte que les intérêts de ces éléments furent complètement négligés et qu'il y a rupture dans les accords antérieurs de solidarité corporative.

» Considérant que ce mouvement intempestif autant qu'injustifié semble être provoqué par certaines grandes compagnies de navigation mécontentes du contrôle exercé par l'Etat sur leur gestion administrative et commerciale.

» Décide :

» De mettre en garde les sections fédérées et les équipages de tous les ports contre cette manœuvre.

» De se désolidariser de l'action entreprise par certains officiers qui semblent plutôt avoir souci de leurs intérêts personnels que de ceux de la nation en général et du prolétariat maritime en particulier.

» Invite tous les fédérés et les officiers dont l'indépendance est à l'abri de toutes suggestions malsaines de se refuser, au cas où la menace de quitter les bords serait mise à exécution par les officiers réunis le 19 avril, à les suivre et, au contraire, de rester fermes au poste qui leur a été confié par le commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande auquel le bureau de la Fédération, au nom de toutes ses sections et de sa masse d'adhérents, renouvelle toute sa confiance et son amitié dévouée.

» Le secrétaire général,
» A. RIVELLI. »

Traité d'alliance DE L'ALLEMAGNE avec LA RUSSIE BOLCHEVISTE

Varsovie, 17 avril (retardée). — Un traité formel a été signé la semaine dernière à Moscou entre l'Allemagne et les bolcheviks. Ce traité comprend les principaux points suivants :

1. Le gouvernement bolcheviste appliquera une politique plus douce vis-à-vis de l'industrie russe et en particulier à l'égard des fabriques de munitions et d'armes;
2. Cette clause manque;
3. Les Allemands mettront le réseau des chemins de fer russes en bon état;
4. Les Allemands enverront à la Russie des armes et quelques milliers d'instructeurs militaires;
5. La Russie s'engage à envoyer chaque année à l'Allemagne une quantité déterminée de provisions;
6. La Russie prend l'engagement de ne pas entrer en négociations, de quelque nature qu'elles soient, avec l'Entente;
7. En cas de besoin, et pendant les vingt prochaines années, c'est-à-dire jusqu'en 1939, la Russie fournira à l'Allemagne une assistance militaire;
8. Le dernier paragraphe de ce traité comporte la garantie que cet accord demeurera en vigueur, même dans le cas où les bolcheviks seraient remplacés par un autre gouvernement, quel qu'il soit.

Lindau assiégé

Bâle, 20 avril. — La ville bavaroise de Lindau, sur le lac de Constance, occupée par les spartakistes, est actuellement assiégée par les troupes wurtembergeoises.

La mort du ministre de la guerre de Saxe

Bâle, 20 avril. — Le cadavre du ministre de la guerre de Saxe, Neuring, a été retrouvé dans l'Elbe, entre Torguu et Wittemberg. On se rappelle qu'au cours des récentes émeutes à Dresde, Neuring avait été jeté dans l'Elbe et tué à coups de fusil, alors qu'il tentait de se sauver à la nage.

En Bavière

Munich ville de guerre

Bâle, 21 avril. — Munich ressemble à une ville de la zone des armées. Les camions de troupes et de munitions traversent continuellement la ville, se dirigeant vers le nord. Le service antiaérien du temps de guerre a été complètement rétabli, et les aviateurs républicains qui viennent jeter au-dessus de Munich des proclamations du gouvernement de Bamberk risquent d'être descendus par l'artillerie spéciale.

En Autriche

Les émeutes de Vienne furent nettement bolchevistes

Genève, 21 avril. — Au cours des troubles provoqués par la manifestation des sans-travail à Vienne, deux agents de la Sûreté ont été tués. Dans le Burgtheater et le Volktheater, les représentations furent interrompues par les manifestants. La foule pilla les magasins d'armes. Les journaux n'osent pas signaler le caractère nettement bolcheviste des dernières émeutes.

En Hongrie

Budapest bolcheviste

Genève, 21 avril. — Depuis la révolution, les rues de Budapest ont un aspect étrange. Partout les boutiques sont fermées, sauf quelques très rares épiceries, boulangeries et marchands de tabac, où se forment d'interminables files. Les volets des devantures, les murs sont couverts d'affiches multicolores, où le rouge domine. On y lit : « Sus aux bourgeois ! Il nous faut la terre ! Vive la république des Soviets magyars, alliée à la république des Soviets russes ! »

Les anciens journaux continuent à paraître. Ils sont tous d'une désolante uniformité : mêmes publications officielles d'innombrables décrets et proclamations, mêmes télégrammes cuisinés par Bela Kun et Agoston, même inspiration dans leurs maigres leaders. D'autres feuilles ont apparu, aux titres suggestifs : « Le Soldat rouge », « l'Homme », « le Fouet », « l'Abattoir » et « la Boîte à Ordures » ! Le gouvernement de la dictature du prolétariat est composé presque exclusivement de journalistes israélites, pour la plupart jeunes gens hier encore inconnus, qui sont ravis de l'importance qu'ils ont acquise.

Quelques membres de l'ancien gouvernement de Karolyi ont consenti à adoptér le programme communiste. Ils représentent l'élément le plus modéré du gouvernement, mais n'ont que fort peu d'influence. Il y a aussi un gouvernement russe, qui siège à l'hôtel Astoria, et qui dicte à l'occasion, d'après l'inspiration de Moscou, la conduite que l'on doit tenir à Budapest. Ce sont le docteur Bermann, ancien président du tribunal révolutionnaire à Moscou; le docteur Weissbrot Perminoff, un ancien préfet et deux colonels russes, tous ardents propagandistes.

LA VIE AÉRIENNE

De Chicago à New-York en six heures

New-York, 20 avril. — Le capitaine White a accompli, à une vitesse de plus de 160 kilomètres à l'heure, un vol sans escale, de Chicago à New-York, en 6 h. 50. La distance est d'environ 1,163 kilomètres; l'altitude moyenne a été de 4,000 mètres.

Le major Macauley est arrivé à Fortworth (Texas), venant de San-Diego (Californie). Il a accompli ce vol, d'un côté à l'autre, en 19 h. 15. Le major Macauley a, pendant le voyage, accompli un vol sans escale de 1,408 kilomètres.

Ces deux aviateurs appartiennent à l'armée. Ils ont employé des biplans munis de moteurs Liberty à douze cylindres.

Un terrible accident

Chaumont, 20 avril. — L'avion postal faisant le service Strasbourg-Paris a capoté près de Saint-Dizier. L'appareil était monté par l'adjudant Michel, le sous-lieutenant Blanc et le soldat Chiron. L'adjudant Michel a été carbonisé, le sous-lieutenant Blanc a succombé à ses blessures et le soldat Chiron a été grièvement brûlé. Tout le courrier est détruit.

Les intérêts français en Egypte

Alexandrie, 20 avril. — Les chefs du mouvement national égyptien ont, de leur propre initiative, pris la charge de la surveillance des intérêts français. Leur but est d'empêcher tout acte de malveillance à l'égard de ces intérêts. Ils ont, notamment, organisé un service de garde pour protéger la grande raffinerie de sucre française du Caire.

LA CONFERENCE DE LA PAIX

Le traité ne sera pas prêt le 25 avril

Les pouvoirs des délégués allemands

L'alliance de la France avec les États-Unis

Paris, 21 avril. — Il paraît aujourd'hui établi que les préliminaires de paix ne seront pas complètement rédigés le 25 avril. Les clauses militaires ne sont pas au complet. Il reste à préciser les destructions qui seront opérées dans les usines militaires allemandes. Le sort du canal de Kiel est encore incertain. La frontière commune de l'Autriche allemande et de l'Allemagne n'est pas fixée.

Les clauses économiques de la paix, si importantes (il s'agit d'obtenir de l'Allemagne qu'elle nous accorde le régime de la nation la plus favorisée et dans certains cas le régime octroyé à ses nationaux sans réciprocité aucune) n'ont pas encore été sanctionnées par les « Quatre ». La question des Allemands de Bohême est en suspens; celle d'Héligoland n'est pas complètement réglée.

On cite encore les stipulations financières autres que celles relatives à l'indemnité, la révision de la convention de Berne sur les transports internationaux par voie ferrée, toutes sortes de problèmes concernant le transfert de l'Alsace sous la souveraineté française.

De plus, il faut mentionner le régime prévu pour Kiao-Tchéou, dont nos alliés japonais persistent à revendiquer la possession et toutes les clauses concernant la Société des nations.

Enfin, on ignore encore si le texte officiel du traité sera rédigé en français seulement ou en français et en anglais.

Les plénipotentiaires allemands devront avoir les mêmes pouvoirs que les représentants des alliés

Londres, 21 avril. — Les renseignements reçus de Paris confirment que les représentants des gouvernements alliés ou associés se sont immédiatement préoccupés du cas envisagé dans des dépêches de Berlin où les délégués allemands à Versailles seraient seulement autorisés à recevoir le projet des préliminaires de paix pour le transmettre ensuite au gouvernement allemand.

Il a été résolu à Paris d'exiger que les délégués allemands envoyés à Versailles aient pour la signature des préliminaires de paix les mêmes pouvoirs que ceux des représentants des puissances alliées ou associées.

Cette décision a été portée à la connaissance du gouvernement allemand par le général Nudant.

Les préparatifs à Versailles

Paris, 21 avril. — Le colonel Henry et plusieurs membres de la mission militaire qui accompagnera les plénipotentiaires allemands en train spécial, de la frontière à Versailles, sont venus hier à Versailles pour étudier les mesures nécesaires à l'isolement des Allemands, isolement qui doit être absolu. Après s'être rendus à la préfecture, le colonel Henry et ses compagnons ont visité le château, l'hôtel des Réservoirs et l'hôtel Vatel, puis Trianon-Palace. Un service d'ordre rigoureux, assuré par la gendarmerie et les troupes de la garnison, sera organisé de la gare à la rue des Réservoirs.

Il a été décidé que durant leur séjour à Versailles les plénipotentiaires allemands auraient à leur disposition la partie du parc comprise entre la grille des Réservoirs et celle des Capucins. Ils y seront chez eux. De solides barrières, que garderont des sentinelles, leur permettront de se promener dans les allées qui bordent le bassin de Neptune, sans que rien ne vienne troubler leurs méditations. Afin de faciliter la surveillance et aussi la sécurité des voies réservées au passage des plénipotentiaires, des lampes électriques à arc ont été installées au milieu de la chaussée, rue des Réservoirs et boulevard de la Reine, jusqu'à Trianon-Palace, au cas où les réunions préliminaires se poursuivraient dans la soirée. D'autres lampes à arc seront également disposées dans le parc. En ce qui concerne les travaux à effectuer au château, ils n'auront lieu qu'au dernier moment, afin de ne point gêner les touristes.

Le garde-meuble déposera provisoirement le mobilier dans une dépendance du palais. La galerie des Glaces sera divisée en trois parties : au centre se trouvera la table autour de laquelle prendront place les plénipotentiaires; elle sera isolée par deux balustrades qui partiront, l'une de la porte ouvrant sur la salle du conseil du roi, l'autre de la porte communiquant avec l'antichambre de l'Œil-de-Bœuf. La première partie, y compris le salon de la Paix, sera réservée aux secrétaires des plénipotentiaires alliés et allemands. Dans la seconde partie, à laquelle on adjoindra le salon de la Guerre, se tiendront les membres de la presse.

Les réunions plénières de l'hôtel Trianon-Palace auront lieu dans la grande pièce du rez-de-chaussée, où fut discuté et adopté par le conseil de guerre interallié le plan de campagne du maréchal Foch qui devait nous donner la victoire.

Enfin, des dispositions sont prises pour le pavoisement et l'illumination des bâtiments publics le jour de la paix. Ajoutons que l'annonce de l'arrivée vendredi prochain des plénipotentiaires allemands avait attiré dès hier à Versailles une affluence considérable. Il y avait foule au château, dans le parc, aux abords des grands hôtels. Hier encore, de nouvelles battues ont été faites par les agents, la police et la Sûreté dans le parc et dans tous les bois environnant Versailles, afin de les purger de tout indésirable.

L'alliance avec les Etats-Unis

New-York, 21 avril. — M. Wilson a consulté l'ancien attorney général Gregory quand celui-ci était à Paris, et a obtenu de M. Gregory cet avis qu'il pouvait légalement demander au Sénat de ratifier une convention garantissant qu'une invasion allemande en France serait considérée comme un acte de guerre contre les États-Unis.

Les officiels américains ne démentent ni ne confirment la garantie en question, mais le correspondant du « Sun » à Paris prétend savoir que M. Wilson a déjà pris un engagement. La « Tribune », dans son éditorial, approuve cette garantie donnée à la France, non seulement parce que c'est l'intérêt des Etats-Unis, mais à cause de ce que la France a fait pour les Etats-Unis il y a un siècle et demi.

Pas de faiblesse, pas d'indulgence à l'égard des Boches !

Londres, 21 avril. — Le « Times », dans son éditorial, écrit :

Le conseil des Quatre a fait la seule réplique possible à la réponse calmement insolente du gouvernement allemand à l'invitation d'envoyer des délégués à Versailles.

» Il faut espérer que cet acte de vigueur ouvrira les yeux à Brockdorff-Rantzau et à ses collègues et leur fera comprendre que les alliés ne sont pas en humeur de supporter qu'on se moque d'eux.

» Les observateurs de la diplomatie allemande voient depuis quelque temps que M. Rantzau et ses collègues se méprennent complètement sur la position actuelle de l'Allemagne, et cette première manœuvre allemande n'est pas une surprise.

» Nous croyons que l'Allemagne accepera nos conditions si les alliés maintiennent un front de fer et uni.

» Le maréchal Foch et les chefs militaires prennent des précautions très nécessaires en se préparant à imposer leurs conditions si l'Allemagne fait mine d'être récalcitrante.

» Toutes tentatives pour adoucir nos conditions ou vue de mitiger la haine et l'hostilité de l'Allemagne seraient puériles. C'est la plus vaine des illusions que d'imaginer que l'indulgence fera naître en Allemagne, dans un laps de temps raisonnable, des sentiments amicaux envers les peuples qui écrasèrent ses armées et abattirent son orgueil. Elle considérerait la bienveillance ou le moindre compromis comme une lâcheté et une folie. Il faut que nous soyons justes, mais sévères. Ce sera le seul moyen de contenir des aspirations qui ont failli ruiner le monde.

En concluant, le « Times » demande au gouvernement, si les conditions de justice et de sévérité sont remplies, de ne pas avoir peur de faire connaître les termes de paix à leurs peuples avant l'Allemagne.

La Fédération des Ligues nationales chez M. Poincaré

Paris, 20 avril. — M. Poincaré a reçu une délégation composée de présidents de groupements représentant les diverses forces de la nation qui, à l'heure où la France entière attend avec anxiété les décisions de la Conférence de la paix, ont cru devoir poursuivre les démarches faites à l'issue du Congrès national français et manifester par une visite collective la parfaite communauté de leurs sentiments en ce qui concerne les résolutions votées par ce Congrès, où furent représentées trois cents Associations comptant plus de dix millions de membres.

Cette délégation était conduite par M. Eugène Lefèvre-Portalis, président de la Fédération des Ligues nationales pour la défense des droits et intérêts de la France, et par M. Marcel Habert.

Comment Berlin reçut la convocation des Alliés

Berlin, via Bâle, 20 avril. — L'invitation adressée au gouvernement allemand d'avoir à envoyer des délégués à Versailles pour le 25 avril est arrivée à Berlin le 19 au matin. La Note, rédigée en français, portait la signature de M. Clemenceau. Le bruit qui avait couru un moment dans les milieux diplomatiques et suivant lequel cette convocation aurait contenu une partie des conditions de paix n'est pas confirmé. Immédiatement après l'arrivée de cette Note, le ministère fut convoqué pour discuter de la réponse à donner et des mesures à prendre.

Ils veulent discuter

Berlin, via Bâle, 21 avril. — Le « Berliner Tageblatt » écrit :

« Nous devons être prêts à tout. Si l'Entente nous envoie des conditions de paix en contradiction avec les principes de M. Wilson, on devra, aussi bien du côté de l'Entente que de notre côté, en arriver à faire des contrepropositions compatibles avec les quatorze points du président de la République des Etats-Unis. Si l'Entente s'oppose à toute discussion au sujet de telles contrepropositions, si elle exige notre soumission pure et simple, il ne nous reste pas autre chose à faire que de déclarer : « Dans ces » conditions, nous ne signons pas. » Au cas où l'Assemblée nationale désirerait une consultation populaire, on devrait dire au peuple : « Nous ne pouvons conclure aucune » paix qui fasse violence à des hommes li» bres et qui porte en elle un germe de haine, » de soif de vengeance, de désir de revan» che et une nouvelle menace de guerre. »

La « Vorwaerts », socialiste, s'exprime ainsi :

« Il est inconcevable qu'un conflit entre peuples, qui a fait au monde de si profondes blessures, soit liquidé sans négociations, par simple dictée des conditions d'une seule des parties. »

Ils préparent déjà le plébiscite !

Genève, 21 avril. — D'après une information de Berlin, le gouvernement d'empire a ordonné aux gouvernements des différents Etats de faire les préparatifs nécessaires en vue d'un plébiscite au sujet de l'acceptation ou du rejet des conditions de paix de l'Entente.

L'ARMISTICE

Une Note sur le ravitaillement

Vienne (via Bâle), 20 avril. — L'envoyé extraordinaire de la République française, M. Allize, a présenté au secrétaire d'Etat des affaires étrangères la note suivante :

« Le gouvernement de la République française est décidé, en commun avec les gouvernements alliés, à chercher les moyens de ravitailler la population de l'ancienne Autriche en denrées alimentaires plus largement que cela n'a été possible jusqu'à maintenant, vu le peu d'importance des provisions. La France a éngagé des pourparlers qui ont pour but la circulation directe des trains alimentaires entre la France et l'Autriche allemande par la Suisse. Tous ces efforts seraient cependant vains et le ravitaillement en denrées alimentaires devrait être complètement interrompu si les alliés, du fait d'actes illégaux de nature à troubler la tranquillité publique, perdaient la garantie de l'attitude de la population et n'étaient plus sûrs des conditions dans lesquelles s'accompliront à l'avenir les transports et la répartition des denrées alimentaires. »

L'industrie de guerre allemande reçoit des commandes

Zurich, 20 avril. — On vient de recevoir de source absolument sûre les renseignements suivants : A Gleiwitz, en Haute-Silésie, dans les ateliers de construction de wagons, rue Sainte-Barbe, on construit les wagons blindés suivants : N° 209,976, Essen, voie 17, atelier 11, n° 252,421, Essen, voie 22, atelier 10; n° 249,254, Essen, voie 15, atelier 6; n° 104,681, Breslau, voie 12, atelier 8. Chaque wagon est muni de deux canons-revolvers.

On a projeté encore la construction de vingt wagons semblables, et on a promis aux ouvriers une prime pour presser les travaux. Les ouvriers se sont refusés à exécuter ces travaux, car ils les considéraient comme une mobilisation. Les officiers et les directeurs des ateliers leur ont alors donné l'assurance qu'il ne s'agissait que de moyens de précaution. En outre, on blinde et on arme les automobiles.

A Gleiwitz, dans les ateliers de construction de locomotives, on blinde des locomotives. On a fait disparaître un grand nombre de locomotives neuves que l'on a démontées et cachées dans les ateliers du chemin de fer, principalement en Poméranie. A Oppeln (Haute-Silésie) sont ainsi dissimulées dix-huit locomotives.

Le Sénat et la réforme électorale

Paris, 20 avril. — A une majorité de 149 voix, la Chambre a voté la réforme électorale. Si ceux-là avaient raison qui disaient jadis : « Le Sénat ratifiera ce que la Chambre aura fait, à condition qu'il y ait une majorité sérieuse pour la nouvelle loi, » la réforme devrait être considérée comme réalisée.

M. Ribot, questionné à ce sujet, tout en se tenant sur la réserve, a dit : « Il est certain que l'hostilité de principe manifestée jadis par le Sénat à toute idée de représentation proportionnelle n'existe plus. »

LIRE dans *La Gironde* les Dernières nouvelles, à midi

AU MAROC

Deux compagnies anéanties

Tanger, 16 avril. — Un malheureux incident militaire est survenu le 31 mars dans la vallée de l'Ouergha, près de la zone espagnole. Deux compagnies de troupes marocaines ont été ataquées et presqué anéanties, sauf quelques hommes, qui réussirent à gagner la casbah de Médiouna, où ils se défendirent jusqu'à ce que des aéroplanes vinssent leur jeter des vivres et des munitions. La petite garnison réussit même, avec leur aide, à faire de l'eau.

Deux ou trois jours après, des renforts français vinrent secourir la casbah.

Le total des pertes subies s'élève à 150 hommes et 4 officiers.

EN ESPAGNE

LA GREVE DES TÉLÉGRAPHISTES

Le gouvernement ne cèdera pas

Madrid, 17 avril (retardée). — Le gouvernement se propose de rétablir rapidement le téléphone public et de faire observer la discipline dans tous les services de l'Etat. Avec énergie il obligera chacun à remplir son devoir.

« Ce mouvement injustifié paraît obéir à une influence étrangère, a déclaré le ministre de l'intérieur, car aucun des télégraphistes ni aucun des chefs qui ont abandonné leur service n'ont formulé ni réclamation, ni pétition. Nous n'avons nullement pensé à militariser les services, car, renonçant à tout emploi de la force publique, nous avons la charge de résoudre le présent conflit. Les ministres de l'intérieur, des travaux publics et de l'instruction disposent des éléments civils nécessaires. Nous sommes disposés à tout, sauf à nous incliner devant de telles exigences. »

Le gouvernement se plaint vivement de ce que les téléphonistes aient saboté les appareils et aient enlevé certaines pièces. Les ingénieurs civils réparent les déprédations découvertes. Les guichets sont fermés et gardés par la gendarmerie.

LES COMMUNICATIONS PARTIELLEMENT RETABLIES

Madrid, via Londres. — Le conseil a approuvé un projet établissant des sanctions contre l'abandon de poste des télégraphistes. Les communications officielles sont rétablies avec les provinces les plus importantes, et plusieurs chefs-lieux de ces provinces, où les télégraphistes sont d'ailleurs à leur poste, communiquent entre eux et les localités de leur région respective.

LA RÉVOLTE DES INDES

UN COMMUNIQUE OFFICIEL

Londres, 20 avril. — Le vice-roi des Indes télégraphie, en date du 20 avril :

« Tout est calme à Lahore, où un certain nombre d'indigènes viennent de se présenter exprimant leur repentir.

» La populace a attaqué la gare du chemin de fer de Naroda.

» Des émissaires d'Aya Samaj et des mahométans de Delhi tentent de créer des troubles dans les districts voisins du Jenjab. »

UN APPEL DES ASSOCIATIONS MARWARI ET MAHOMETANES

Londres, 21 avril. — Un communiqué des Indes, publié à Londres hier soir, annonce que des Associations marwari et mahométanes, ainsi que les chefs des partis modérés, viennent de lancer un appel satisfaisant.

Le communiqué ne mentionne pas de nouveaux désordres, à l'exception d'une attaque contre une gare dans le Punjab.

LANDRU LE NOUVEAU "BARBE-BLEUE"

UN TEMOIGNAGE INTERESSANT

Toulon, 20 avril. — Une nièce d'une des femmes que l'on suppose avoir été supprimées par Landru, Mme Fouché, habite Toulon, rue de la Fraternité, où elle exerce la profession de couturière. Il paraît possible que la justice l'entende sur commission rogatoire, car elle posséderait une correspondance intéressante au sujet de sa tante, qui l'entretenait de ses relations avec Landru.

CE QUE DIT LE FILS

Paris, 21 avril. — Le fils de Landru, un garçon de dix-neuf ans, interviewé, a fait des déclarations intéressantes relatives à son père :

« Mon père, a-t-il dit, était bon pour ses enfants. Jamais il n'aurait donné un mauvais conseil, jamais il n'approuva ou n'excusa une faute légère. Il était sévère. Cet homme, qui avait eu de gros ennuis, qui avait été condamné, nous donnait toujours des conseils de probité et de droiture. Il ne fumait pas, ne buvait pas, ne jouait pas. Sa vie nous paraissait toute consacrée au travail. C'était un grand travailleur. Il avait quantité de diplômes. Sa profession première fut celle d'architecte, mais il était très ferré en mécanique. C'est lui qui, le premier, établit la motocyclette rationnelle. On peut s'en assurer : le brevet est aux Arts et Métiers. Il avait également créé un modèle de voiture automobile qu'il breveta en 1899. Il travailla aux mines de cuivre de Charrer (Allier), aux mines de plomb argentifère de Marvejols. Il fit les études des chemins de fer économiques du Perche. Il s'employa à l'installation de l'usine électrique de Montmorency; il fut employé aux travaux du port du Havre. Il a eu des médailles, des mentions.

» Mon père était l'activité même. Il s'occupait d'inventions, de négociations. Il était toujours en démarches et en projets de toutes sortes. Ce que je lui voyais entreprendre suffisait largement à justifier l'emploi de son temps. Comment aurais-je pu supposer qu'il faisait autre chose ! C'est un malheureux, un fou ! Le docteur Vallon, qui l'examina, avait prédit une crise grave. Un autre médecin fut du même avis. Je crois qu'il y a en lui comme deux êtres. Il se dédouble. Lui, doux, patient, aimable, avait parfois des colères subites terribles, pour rien, pour un outil déplacé. Il entrait alors en fureur. Cela peut expliquer bien des choses.

» Pour moi, je n'ai rien à me reprocher. Je suis allé à Gambais faire quelques réparations. Ma mère, mes sœurs y allèrent également quelques jours. Il nous racontait qu'il voulait acheter cette propriété, dont le prix doublerait, car il était to

DÉPÊCHES de la Nuit dernière

La Conférence de la paix

L'invitation aux délégués allemands acceptée

Paris, 20 avril. — Un fait particulièrement intéressant est la décision prise par le gouvernement allemand d'envoyer à Versailles trois délégués seulement pour recevoir le projet des préliminaires de paix des puissances alliées et associées et l'apporter à Berlin. Le gouvernement a pensé sans doute qu'il était inutile de déplacer, dès le 25 courant, la totalité des plénipotentiaires allemands. Ceux-ci, en effet, devant en fin de compte en référer à leur gouvernement pour les décisions seraient, en raison des obligations inévitables inhérentes aux négociations, obligés de demeurer inactifs à Versailles pendant un temps indéterminé, ce qui ne saurait avoir que des inconvénients.

Les négociations ne pourront, au contraire, que gagner en rapidité si les délégués allemands se présentent avec les décisions fermes prises par leur gouvernement comme suite au projet des puissances alliées et associées.

Les vétérans italiens réclament Fiume

Paris, 20 avril. — M. Orlando a reçu hier un télégramme signé par les représentants de l'union des officiers et soldats italiens qui groupent deux millions de vétérans de la guerre, lui enjoignant de tenir ferme au sujet de Fiume. Le télégramme ajoute que si la délégation italienne fait des concessions, le peuple italien se refusera à les contresigner, renversera le gouvernement et désavouera MM. Orlando et Sonnino.

Les Wallons demandent à être désannexés de la Prusse

Paris, 20 avril. — Le télégramme suivant a été adressé à M. Clemenceau, président de la Conférence de la paix à Paris :

« Spa, 18 avril. — Vivement émus par les récentes nouvelles publiées par la presse, les Wallons de Prusse vous supplient instamment de décider la désannexion pure et simple de tout ce qui est wallon. Les habitants des cantons non wallons mais indispensables à la Belgique pourraient être consultés par voie de référendum, comme cela aura lieu pour la population du bassin de la Sarre. »

Le « George-Washington » est arrivé à Brest

Brest, 20 avril. — Le « George-Washington », qui doit reconduire le président Wilson aux Etats-Unis, est arrivé sur rade.

L'ARMISTICE

Un village badois menacé de bombardement par les Français

Strasbourg, 20 avril. — Le bourgmestre d'Urloffen, le premier village non occupé par nos troupes à l'est de Kehl, a été cité à comparaître devant le général commandant la 38e division, et celui-ci a fait connaître que tout récemment et à deux reprises différentes des coups de feu ayant été tirés par des gens de sa commune sur des sentinelles françaises, si le fait se reproduisait, cette dernière serait bombardée jusqu'à son complet anéantissement.

La bataille entre Roumains et Hongrois serait proche

Genève, 20 avril. — La mobilisation de l'armée roumaine a mis sur pied environ six divisions. Les choses paraissent si avancées qu'on peut s'attendre au déclenchement très prochain d'un mouvement offensif en Transylvanie. Les préparatifs hongrois se poursuivent parallèlement.

En Russie

Sébastopol n'est pas évacuée

Genève, 20 avril. — Sébastopol n'est pas encore évacuée par les alliés. Des troupes françaises occupent des positions en avant de la ville, et notamment le célèbre mamelon Vert.

Koltchak a 120,000 hommes

Genève, 20 avril. — D'après des renseignements puisés à bonne source, les armées russes de l'amiral Koltchak, qui marchent contre les bolcheviks, compteraient ensemble 120,000 hommes.

La Finlande prend des otages bolcheviks

Genève, 20 avril. — On mande de source allemande que le gouvernement finlandais a fait arrêter les socialistes russes. Ces personnages seront maintenus comme otages pour autant que le gouvernement maximaliste n'aura pas rempli les obligations concernant le rapatriement des Finlandais demeurant en Russie.

Succès roumain sur les bolcheviks sur le Dniester

Bucarest, 17 avril. — Une rencontre sanglante s'est produite entre les troupes roumaines et les forces bolchevistes sur la rive orientale du Dniester, près de la frontière de Bessarabie. La bataille a duré plusieurs heures, et s'est terminée par la défaite totale des bolcheviks, qui ont laissé de nombreux morts et plusieurs centaines de blessés sur le terrain.

La révolte des Indes

LES TROUBLES GAGNENT LE PENDJAB

Londres, 19 avril. — D'après les dernières nouvelles venues des Indes, l'ordre est rétabli à Calcutta. Par contre, la loi martiale a été proclamée à Lahore et dans certains districts du Pendjab.

A Madahad, les bâtiments publics ont été brûlés, et la troupe, violemment attaquée, a dû riposter. On compte quatre cent cinquante tués.

Une escadre française en Syrie

Beyrouth, 20 avril. — Le cuirassé « Paris », accompagné des torpilleurs « Marocain » et « Tonkinois », est arrivé hier en rade de Beyrouth.

Création d'une marine de guerre belge

Bruxelles, 20 avril. — Le ministre de la guerre a institué une commission chargée d'étudier la question de la création d'une marine de guerre.

LE SOULÈVEMENT D'ÉGYPTE

Le mouvement serait dirigé contre les chrétiens et les Alliés

Port-Saïd, 19 avril. — Au moment où la délégation nationaliste égyptienne débarque en Europe, il est regrettable de constater que l'agitation égyptienne prend un caractère nettement xénophobe et hostile aux chrétiens. Le mouvement, qui était d'abord purement politique, paraît avoir été pris en main depuis deux ou trois semaines par les éléments les plus fanatiques de l'Université d'El-Ahzar. Les meurtres d'Arméniens et plus encore les assassinats d'Européens isolés dans la région du Delta indiquent que pour remuer les masses les agitateurs n'hésitent plus à faire appel aux instincts les plus violents.

Les autorités britanniques ont d'ailleurs la preuve que ces désordres ne sont pas sans relation avec les intrigues dirigées de Berne par le comité Union et Progrès, intrigues dont l'objet manifeste est de provoquer dans toute l'étendue du Levant des troubles contre les chrétiens et en même temps contre les alliés.

Le congrès du parti socialiste

Paris, 20 avril. — Le Congrès national extraordinaire du parti socialiste s'est ouvert ce matin, à la Bellevilloise, sous la présidence de M. Delory, député du Nord, assisté de MM. Blanc et Richard. La session doit durer trois jours, et au programme sont inscrits la discussion de la situation nationale et internationale et le programme électoral du parti.

Un certain nombre de députés y assistent, ainsi que le nouveau maire élu de Strasbourg, M. Peirotes.

En ouvrant les travaux du Congrès, M. Delory se félicite de voir pour la première fois réunis depuis la guerre toutes les sections du parti socialiste français, rappelant que lui-même demeura pendant quatre ans éloigné de ces Congrès. Il convie l'assemblée à formuler une protestation énergique contre le verdict du jury de la Seine qui acquitta l'assassin de notre grand et regretté ami Jaurès. Enfin, il termine en saluant d'une cordiale bienvenue les amis d'Alsace et de Lorraine qui pour la première fois assistent à ce Congrès.

Sur la proposition de M. Renaudel, on intervertit l'ordre du jour et l'on discutera tout d'abord le programme du parti.

Mme Louise Saumoneau donne lecture du programme de la fraction kientalienne, représentée dans le parti par MM. Loriot, Alex. Blanc, Brizon, Raffin-Dugens, Mme Marthe Bigot, elle et quelques autres, programme du théorie révolutionnaire intransigeante et d'adhésion sans réserve au bolchevisme russe.

M. Mayéras, député, reprend [illegible] développée par lui il y a huit jo[illegible] au Congrès fédéral de la Seine. Il pa[illegible] les élections, qui n'auront pas lieu de [illegible]t. Pourquoi ? Parce que des engageme[illegible]s pris par le gouvernement il apparaît qu'[illegible] ceux qui voudraient des élections brusques les redoutent; d'autre part, tandis que de nombreuses classes d'électeurs sont encore mobilisées, M. Clemenceau, répondant à une question posée à ce sujet, a dit : « Quand la démobilisation sera achevée. » C'est dire que les élections sont renvoyées « sine die ». C'est la date ordinairement assignée par le gouvernement aux problèmes obsédants.

L'orateur fait ensuite un véritable exposé de ses conceptions en ce qui concerne l'éventualité de la révolution sociale. « Les socialistes, dit-il, doivent être toujours prêts à exploiter les événements dans l'intérêt du socialisme. La révolution, en Russie comme ailleurs, est encore en travail. C'est au capitalisme et à la bourgeoisie qu'appartiennent les événements. Les meilleurs révolutionnaires, ce n'est pas nous. Ce sont les bourgeois et les capitalistes qui abusent du pouvoir remis entre leurs mains et amènent la révolution du prolétariat. Nous sommes l'avenir. Nous sommes le socialisme qui sera le liquidateur de la banqueroute de la bourgeoisie. »

M. Mayéras termine par un appel à l'indulgence des fractions les unes pour les autres, à leur réconciliation, à l'union du parti.

M. Frossard, secrétaire général du parti, donne lecture d'une motion de protestation contre le verdict du jury de la Seine dans l'affaire Villain. Elle est approuvée.

Une autre motion protestant contre l'arrêt de la démobilisation recueille l'adhésion de l'assemblée; mais après une intervention de M. Marcel Cachin, qui signale une concentration considérable de troupes autour de Paris, cette motion est renvoyée, sur la proposition de M. Renaudel, à la commission de résolution.

Paris, 20 avril. — La séance de l'après-midi du Congrès socialiste était présidée par M. Peirotes, maire de Strasbourg, qui a affirmé solennellement la joie des socialistes alsaciens-lorrains de participer aux travaux des socialistes français.

M. Henderson, ancien ministre travailliste anglais, prend ensuite la parole dans sa langue maternelle. On traduit son discours, où il parle du danger qu'il y aurait pour les alliés d'abuser de la victoire :

« L'attitude des gouvernements alliés, dit-il, ne va-t-elle pas prolonger les hostilités ? Pour aboutir à une paix définitive, il faut que les nations occidentales se montrent aussi démocratiques pour la paix qu'elles se sont montrées héroïques pendant la guerre. »

Une longue discussion s'engage au sujet des mandats socialistes des Alsaciens-Lorrains.

Finalement, les mandats alsaciens-lorrains sont validés.

On reprend ensuite la discussion sur le programme électoral. Rien de particulièrement intéressant. Le débat se poursuivra mardi.

BORDEAUX

Il y a un an

22 AVRIL 1918

Emeutes à Trieste, provoquées par la rareté des vivres et la mauvaise organisation du ravitaillement de la population.

En l'honneur de Jaurès

Dimanche après-midi a eu lieu, à Bordeaux, la manifestation organisée par le Parti socialiste et l'Union des Syndicats fédérés de la Gironde, en vue de protester contre le « verdict inique des jurés de la Seine ». Cette manifestation s'est déroulée dans le calme et l'ordre.

Le cortège s'est formé à trois heures, place de la Victoire, à l'entrée du cours d'Aquitaine. En tête était porté le drapeau du Parti socialiste. Venait ensuite une voiture dans laquelle avaient pris place MM. Cazenave, député de la troisième circonscription, ceint de son écharpe; Saint-Germain, conseiller général, et Costedoat, conseiller municipal. Marchaient derrière : MM. Buscaillet, conseiller général; Marquet, conseiller municipal, et d'autres membres du Parti socialiste. Les manifestants suivaient, généralement groupés par profession ou plutôt par syndicats. Les bannières de ceux-ci étaient déployées.

Au milieu d'une foule de curieux, le cortège a suivi le cours d'Aquitaine, le cours d'Albret, la place Magenta, la rue de Cursol, le cours Victor-Hugo et le Pont de pierre. Par moment, les cris de « Vive Jaurès ! » alternaient avec des couplets de l'« Internationale ». Les citoyens chargés du maintien de l'ordre par les organisateurs de la manifestation s'acquittèrent de leur mission avec beaucoup de tact et d'habileté, en sorte qu'il ne se produisit en ville aucun à-coup, aucun incident. Seuls, les tramways durent attendre, par endroits, pour laisser [illegible] le cortège.

Sur le terre-plein de la place [illegible] la Bastide, en face de l'Alcazar, un [illegible] de Jaurès était élevé, encadré de trophées [illegible] et de petits drapeaux rouges. Tous les manifestants défilèrent devant le buste du tribun, saluant de leurs drapeaux et bannières et des cris nourris de « Vive Jaurès ! »

Le défilé place du Pont dura exactement trois quarts d'heure.

Continuant leur route, les manifestants s'engagèrent avenue Thiers pour gagner la place du XIV-Juillet, où a eu lieu la dislocation. A cinq heures et demie, tout était terminé.

Durant tout le parcours, le service de police était assuré par MM. Farfais, chef de la Sûreté; Magne et Champol, commissaires de police. Ce service n'eut pas à intervenir.

Conférence de M. E. du Vivier de Streel

Nous avons le plaisir de porter à la connaissance du public bordelais, toujours si vivement intéressé par les questions coloniales, que l'éminent conférencier M. E. du Vivier de Streel, que nous avons eu déjà le plaisir d'applaudir plusieurs fois à Bordeaux, fera dans notre ville, dans quelques semaines, sous le patronage de l'Institut colonial de Bordeaux, de la Société de géographie commerciale de Bordeaux, du Comité de la Foire de Bordeaux et de la Chambre de métiers de la Gironde et du Sud-Ouest, une conférence sur le sujet suivant :

« Que faut-il pour réussir aux colonies ? Aptitudes physiques, qualités morales, connaissances techniques, etc. »

A un moment où la réalisation de la mise en valeur de nos colonies demande des jeunes gens et des hommes capables et courageux, nous sommes heureux qu'un homme aussi versé dans les questions coloniales que l'est M. E. du Vivier de Streel vienne leur donner des conseils autorisés sur ce sujet d'actualité.

Agrégation de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire

Agrégation des Facultés de droit. — Un concours pour les différentes sections aura lieu dans un délai de huit mois environ après la reprise possible des études préparatoires à ce concours. Les candidats qui ont été sous les drapeaux pendant la guerre seront dispensés du second doctorat. Les conditions et programmes ne seront fixés que lorsque la reprise des études aura été suffisamment assurée.

Un nouveau concours sera ouvert en 1920. Les candidats que leur maintien sous les drapeaux aura empêchés de reprendre leurs études assez tôt pour se présenter au premier concours, mais qui seront reçus au concours suivant, seront l'objet de mesures qui leur permettront de bénéficier, au tableau d'ancienneté, du même classement que ceux qui auront été reçus au concours de 1919.

Agrégation des Facultés de médecine. — Un concours sera ouvert un an après la reprise des études préparatoires à ce concours. Les conditions du concours ne seront fixées que lorsque la reprise des études aura été suffisamment assurée.

Agrégation de l'enseignement secondaire. — Des concours spéciaux, réservés aux candidats qui ont été sous les drapeaux pendant la guerre, auront lieu entre le 1er octobre et la fin de l'année 1919. Le nombre de places ne sera pas limité, mais sera déterminé par les jurys d'après la valeur des épreuves. Pour cette session et pour la session spéciale de 1920, le diplôme d'études supérieures ne sera pas exigé des candidats admis à se présenter aux concours spéciaux.

Les programmes de ces concours seront prochainement publiés.

Les candidats que leur maintien sous les drapeaux aura empêchés de reprendre assez tôt leurs études pour se présenter aux concours spéciaux de 1919, mais qui seront reçus aux concours spéciaux de 1920, bénéficieront, au tableau d'ancienneté, du même classement que ceux qui auront été reçus aux concours de 1919.

Au Cercle international des Etudiants et Etudiantes

Faire connaître la France à l'étranger en développant les relations intellectuelles entre Universités françaises et étrangères, faciliter le séjour en France des étudiants alliés ou amis, intéresser les étudiants français au développement scientifique, littéraire ou économique de l'étranger, tel est le programme du Cercle international des étudiants et des étudiantes des nations amies et alliées de la France.

Le Comité de Bordeaux est à peine fondé qu'il trouve pour l'aider à réaliser ce programme les plus précieux encouragements. C'est ainsi que M. le professeur Bonnecase, de notre Faculté de droit, acceptait de faire tout dernièrement, sous ses auspices, une causerie sur « la Science française et l'Université ».

L'éminent conférencier, qui apporte dans son enseignement tant de savoir, d'originalité et de clarté, s'est attaché à définir les causes qui ont entravé le libre essor de nos Universités. Critiquant la conception étroite qui a voulu faire de nos facultés des écoles purement professionnelles, il a montré comment les divers régimes qui se sont succédés en France au dix-neuvième siècle avaient découragé les initiatives et contrarié le progrès social, creusé surtout un fossé chaque jour plus profond entre la théorie et la pratique.

Il est temps de revenir sur les erreurs qui nous ont coûté si cher, de suivre enfin la pensée de Pasteur, qui avait compris la portée de notre désastre de 1870 et prévoyait déjà le danger pour notre pays de l'expansion allemande.

Par sa claire vision des infériorités dont souffre encore notre enseignement supérieur, le professeur Bonnecase a exposé tout un programme auquel M. Launais, président du comité, a tenu à associer le Cercle tout entier, aux bravos de l'assistance.

Puis le comité tint à souhaiter la bienvenue aux étudiants américains qui arrivent nombreux dans notre ville, et à donner dimanche dernier en leur honneur, au Foyer de la salle Franklin, une fête intime qui, pour être très simple, n'en a pas été moins goûtée, ni moins réussie.

M. Berger, le distingué professeur de notre Faculté des lettres, dans une charmante causerie en anglais, exposa, avec beaucoup d'esprit, le programme de la nouvelle association.

L'administrateur délégué du Cercle, M. Calandreau, se fit l'interprète de tous en félicitant son ancien professeur d'avoir si bien compris et exprimé les sentiments de ses étudiants.

Un thé servi avec un goût exquis par le traiteur Darriau, permit aux Américains et aux Français de causer et de fraterniser autour des tasses et des gâteaux, tandis que le bureau du Cercle s'entretenait avec le major Vreeland et M. le professeur Armstrong, qui avaient bien voulu avec plusieurs maîtres de nos Facultés, honorer cette réunion de leur présence.

Tout fait bien augurer de l'avenir du Cercle, assuré de l'appui de tous ceux, professeurs, industriels, commerçants et étudiants, qui s'intéressent à l'avenir de notre pays.

Retraites ouvrières et paysannes

Le préfet de la Gironde a l'honneur d'informer MM. les Maires des départements, les chefs d'industrie et les assurés de la loi du 5 avril 1910 que le service départemental des retraites ouvrières et paysannes de la Gironde, qui avait son siège 29, cours d'Alsace-Lorraine, a été transféré, à la date du 10 avril, 46, rue de la Devise, à Bordeaux, où tous renseignements seront fournis au point de vue de l'application de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

Bureaux ouverts de huit heures et demie à midi et de deux heures à six heures.

Œuvre du jardin du mutilé

A. G. M. G.

La faveur avec laquelle a été accueillie par le public la création du Jardin du mutilé va hâter la réalisation du programme, dont l'initiative revient entièrement, comme l'on sait, à la section girondine de l'A. G. M. G. On nous communique les renseignements suivants sur cette œuvre d'une haute portée sociale :

C'est dans un des plus jolis coins de la banlieue bordelaise que seront situés ces jardins, devant se prêter aussi bien à la culture maraîchère que de l'arbre fruitier, à l'élevage des animaux de basse-cour, à l'horticulture, etc.

Une dizaine de baraquements seront édifiés sur ces terrains, placés en bordure d'une route. Ces constructions seront aménagées en maisonnettes pour servir, si besoin est, de logement provisoire aux membres de la grande famille des mutilés.

L'une de ces maisonnettes sera exclusivement affectée à un restaurant, où les mutilés, sans distinction de groupes ou de nationalité, pourront se faire servir, le dimanche, et gratuitement, une collation (viande froide, beurre, thé, café et vin).

D'après des calculs correspondant d'ailleurs aux évaluations fournies et rigoureusement contrôlées par les organisations des potagers militaires, il appert que deux ares de terrain potager peuvent fournir au travailleur pour environ 250 francs de légumes aux prix normaux, c'est-à-dire la quantité nécessaire à un petit ménage.

En ce qui concerne les jardins de nos mutilés bordelais (A. G. M. G.), la culture et la production seront à l'origine collectives. L'excédent des produits indispensables à la consommation des membres de la collectivité sera vendu sur nos divers marchés, au profit même des ménages composant cette collectivité.

La répartition des bénéfices ainsi réalisés devra être faite sur ces bases par le gérant, défalcation faite d'un pourcentage qui devra être attribué à la caisse de la section.

Les membres de l'A. G. M. G. inscrits directement au siège central, à Paris, sont une fois de plus priés de faire connaître leurs nom et adresse à la section de Bordeaux, 14, rue Saige.

Union des combattants

Le service de placement de l'Union des combattants dispose actuellement d'emplois de courtiers, démarcheurs, tonneliers, metteurs en bouteilles et de dames secrétaires sténodactylographes. Ces emplois sont réservés aux anciens combattants et aux veuves ou proches parentes de militaires morts pour la France.

Le Comité de l'Union adresse un pressant appel à MM. les Employeurs, en faveur de ceux qui, pendant qu'ils défendaient le pays, ont vu leurs situations prises par ceux qui ne faisaient pas la guerre; ils éprouvent maintenant de graves difficultés pour assurer leur existence et celle de leur famille.

On peut, on doit les aider à « revivre » en leur procurant les moyens de travailler.

S'adresser au secrétariat permanent de l'Union des combattants, salle Saint-Paul, 25, rue de Ruat.

Concours pour le recrutement des dames employées des P. T. T.

Le concours qui devait avoir lieu les 10 et 11 avril 1919 pour le recrutement des dames employées des P. T. T., et qui était exclusivement réservé aux veuves et orphelines de guerre a été reporté aux 8 et 9 mai prochain. La liste d'inscription des candidatures sera close le 1er mai.

Les postulantes non encore inscrites devront adresser leur demande au directeur des postes de leur département, qui leur fera parvenir le programme du concours.

Association syndicale du quartier des Salinières

L'Association syndicale du quartier des Salinières, réunie en assemblée générale le 8 avril 1919, a procédé au renouvellement de son bureau. Ont été élus : présidents d'honneur, MM. Joulia, conseiller municipal, et colonel Chiché; président, M. Emile Courrèges; vice-présidents, MM. Dudoy, Moncassin et Lachaussé; secrétaire général, M. Bonnefont; secrétaire adjoint, M. Taffary; trésorier, M. Dupérieux.

Office municipal paritaire de placement gratuit

La commission paritaire chargée du contrôle permanent de l'Office municipal de placement gratuit s'est réunie, le mardi 11 courant, sous la présidence de M. Léon Dugult, professeur à la Faculté de droit, président.

Le nombre des placements effectués pendant le mois dernier est de 790, dont 440 hommes et 350 femmes. En février 1918, il y avait eu 458 placements (154 hommes et 304 femmes). Il reste à pourvoir de nombreux emplois offerts par les patrons pour toutes professions, notamment des cultivateurs, terrassiers, maçons, menuisiers, charpentiers, serruriers, peintres, plâtriers, plombiers, tourneurs, ajusteurs, forgerons, gens de maison, etc.

Les emplois demandés par les employés et ouvriers des deux sexes proviennent plus particulièrement des employés de bureaux, sténodactylographes, ouvriers qualifiés de toutes catégories, manœuvres, couturières, lingères, etc., etc.

Les bureaux de l'Office, 50 bis, cours d'Alsace-et-Lorraine, sont ouverts tous les jours ouvrables, de 7 h. 30 à 12 h. 30, et de 13 h. 30 à 19 heures. Les dimanches et fêtes, de 7 h. 30 à 10 h. 30.

PRIOR

« Roy des Mousseux »
« Mousseux des Roys »
Adr. Priori-Nantes

Las de vivre

Dans la nuit de samedi à dimanche, M. Bernard Flore, demeurant rue de Belfort, 87, s'est pendu à l'aide d'une corde fixée à la rampe de l'escalier de son domicile. Le corps du malheureux, se balançant dans le vide, a été découvert dimanche matin un peu avant neuf heures.

Le commissaire de service a procédé aux constatations légales et requis selon l'usage M. le docteur Labaye, médecin municipal.

Scènes de violences

Le dimanche de Pâques a été marqué par plusieurs scènes de violences. Nous ne retiendrons que celles qui ont eu un certain caractère de gravité.

RUE KLEBER

Plusieurs individus se disputaient dans un débit de vins de la rue Kléber; à un moment donné, l'un d'eux lança un verre sur son contradicteur. Le projectile atteignit un paisible consommateur, le manœuvre André Cayo, demeurant rue Saincric, 19, qui fut blessé au-dessus de l'arcade sourcilière gauche.

RUE D'ARES

Des inconnus passant rue d'Arès, près de la place Saint-Bruno, n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'entourer le manœuvre Louis Alaux, qui suivait tranquillement son chemin, pour le frapper ensuite sur le crâne à coups de crosse de revolver. Aux cris poussés par la victime, la bande détala. Louis Alaux se rendit alors à la Permanence, où il déposa une plainte; après quoi, il regagna son domicile, boulevard Wilson, 41.

RUE DU CANCERA

Le nommé Georges Boyadis, demeurant rue du Cancera, 37, a été roué de coups par deux hommes et une femme habitant à proximité de chez lui. Il porte à la tête des blessures d'où le sang a coulé abondamment. L'infortuné chercha vainement à se défendre. Que voulez-vous qu'il fît contre trois ?

La police a été saisie de cette affaire.

RUE TIFFONET

Une querelle s'élevait dans un débit de la rue Tiffonet entre plusieurs Espagnols. L'un d'eux fut soudain frappé d'un coup de couteau et roula sur le plancher. C'est un nommé Maxime Rueda, demeurant passage Moreau, 9. Il a été transporté à l'hôpital Saint-André. Son état est grave. L'agresseur est en fuite.

J'ai vu...

CHRONIQUE MARITIME

EN ROUTE POUR LE MAROC

Le vapeur « Itu », qui fait partie de la flotte brésilienne, mis par ce gouvernement à la disposition de la France, quittera notre port dans la nuit de mardi à mercredi, à destination de Casablanca.

Ce navire, dont la gérance a été confiée à la Compagnie Générale Transatlantique, procédera mardi matin aux opérations d'embarquement. L'« Itu » emporte 1,200 hommes du 3e colonial, les cadres de conduite et un groupe d'officiers, ces dernier rejoignant leur poste. En outre, à bord, 900 mètres cubes de baraquements pour l'installation des troupes.

L'« Itu », qui relèvera ensuite sur Marseille, emporte 1,500 tonnes de diverses marchandises pour ce port.

— Le paquebot-transport brésilien « Santarem », également en gérance à la Compagnie Générale Transatlantique, amarré quai des Chartrons, termine actuellement ses aménagements et embarque du charbon en vue de son prochain départ pour le Maroc.

Le « Santarem » emportera des troupes et du matériel à destination de Casablanca.

COMPAGNIE

CHARGEURS-RÉUNIS. — Le vapeur « Amiral-Troude », venant de Bordeaux, est parti de Dakar le 18 avril, en route pour le Brésil et La Plata.

Est-ce vrai?... ..Oui...
Il existe un PURGATIF PARFAIT
DÉLICIEUX À BOIRE, le
LAIT D'APPENZELL
Dans toutes les Pharmacies. — Prix. 0f75

Le journal **POUVOIR** sera sans contredit le plus utile des journaux, son programme se base sur les différentes phases de la vie humaine qu'il appuie suivant des directives nouvelles :

Il combat la mortalité infantile. C'est :

1° **POUVOIR exister**, son premier cri et comme un ralliement. Le Tribut Social en naît. Il représente la part du poilu, 400 fr. par an et par enfant;

2° **POUVOIR développer ses facultés.** Un concours est ouvert à cet effet pour la direction des cours que **POUVOIR** se propose de donner aux enfants de France : Cours pour les tout petits, préparatoires, élémentaires, supérieurs, mécanique, musique, agriculture, comptabilité, architecture, langues, cours ménagers. **Les candidats à la direction de ces cours doivent soumettre leur méthode avant fin avril.**

3° **POUVOIR constituer un foyer.** Un contrat le lie à la revue **Les Foyers Français** de telle sorte que les lettres que publie cette revue en vue de faciliter le mariage de ses abonnés paraîtront dans **POUVOIR**;

4° **POUVOIR travailler :** Par la démocratisation du crédit, et provoquer la chute du **veau d'or** ploutocratique. **POUVOIR** organise une grande manifestation à cet effet.

5° **Enfin POUVOIR être libre.** La liberté résulte du plein exercice des facultés humaines développées. Car la liberté, le droit, tout est vain si pour le exercer tout fait défaut. Les bureaux de **POUVOIR** sont à PARIS, rue Laffitte, 5. Abonnements : Un an, 30 fr., ou par mensualité de 3 fr. (Pas de vente au numéro). Numéro spécimen avec brochure, 1 fr. 50; avec les deux volumes, 12 fr. Le numéro des Foyers Français, 3 fr.

Chronique théâtrale

Grand-Théâtre
LA COMÉDIE-FRANÇAISE

En matinée, dimanche, *le Mariage de Figaro* a été présenté dans des conditions d'interprétation de mise en scène et de décors vraiment dignes de l'œuvre — et de la Comédie-Française. Sans doute, ici, l'étoffe est plus riche, la trame plus savante et plus brillante à la fois que dans *le Barbier de Séville*. Mais la présentation, assurée par la direction, a été un des éléments du gros succès de la matinée.

M. André Brunot, sans trop hausser le ton, en gardant au Figaro, « clairon de la Révolution », sa belle humeur, sa virtuosité spirituelle et son allure, a été très fêté, ainsi que Mlle Robinne, dont la distinction sans fadeur ni froideur a fait merveille dans la comtesse; Mlle Bovy, dans Chérubin, et M. Dessonnes, dans le comte Almaviva.

En soirée, *On ne badine pas avec l'Amour* a rappelé que le théâtre de Musset est peut-être le plus pur de ses titres à la gloire. Mlle Lara dramatise un peu le personnage de Camille, et M. Dessonnes embourgeoise légèrement Perdican. Mais l'ensemble, avec Mmes Fayolle, Bovy, MM. Siblot, Croué, Granval et leurs camarades, a la justesse de ton, de couleur et de rythme qui assure le succès loyal.

Gringoire, de Banville, vitrail romantique aux flambées chères à ce gentilhomme-verrier de la poésie, a été joué dans la tradition par M. Brunot, Mmes Dussanne et Ducos, MM. Siblot, Escande et Desjardins.

P. B.

L'Odéon au Grand-Théâtre

Après les galas donnés par la Comédie-Française, la direction du Grand-Théâtre va faire venir la troupe de l'Odéon, le deuxième théâtre français.

Ces représentations auront lieu les 26 et 27 avril.

Au programme : « Conte d'Avril », d'Auguste Dorchain; musique de scène de Widor, et « le Grillon du Foyer », de Dickens, musique de scène de Massenet.

La location ouvrira mercredi matin, à dix heures.

Trianon-Théâtre

Tous les soirs, « MAMAN COLIBRI », la remarquable pièce d'Henri Bataille, où les excellents acteurs de Trianon ont trouvé l'occasion d'un nouveau succès.

Vendredi, « PAPA », la ravissante comédie de de Flers et Caillavet, pour les débuts de M. Bonnal.

Scala-Théâtre

La Revue de la Scala. — Oui, mais... la Revue de la Scala réunit les meilleures scènes, les meilleurs interprètes, les plus jolis costumes et les plus brillants décorts. Enorme affluence. Location sans frais à la Scala.

Alcazar-Théâtre

« VAS-Y PETIT ! » a conquis d'emblée le public de l'Alcazar. Depuis longtemps on n'avait applaudi une revue locale si... locale. Le brio de l'interprétation, la beauté de la mise en scène complètent l'attrait de ces trois actes. Au deuxième, JEAN FLOR.

On loue pour tous les soirs et les matinées à l'ALCAZAR et à TRIANON.

Alhambra-Théâtre

LA REVUE

Endurcis récidivistes, Maurice Ferrus et Henri Bouffard multiplient sur le plateau de l'Alhambra leurs exploits de revuistes. Le dernier sonne l'actualité pascale : « Digue ! Digue ! » et aussi des actualités éternelles. Belle humeur, gaîté sans effort et consciencieuse adaptation au genre assureront le succès de la Revue n. 2 comme celui de la première.

Chabry, Ninon Farnèze, Henriette Denois, Roberte dans ses danses, Suzy et Autre et leurs camarades Garrigue, Maxell, Reinal, Catallo et Verve font assaut de verve et d'entrain.

Orchestre discipliné, sous la baguette de M. Rouyer.

Tous les jours, « DIGUE-DIGUE, revue en un acte de MM. M. Ferrus et H. Bouffard.

BABY TRICAL
Le Régal des Enfants

SPECTACLES

LUNDI 21 AVRIL

FRANÇAIS. — 8 h. 30 : « Lakmé » et « Coppélia ».
APOLLO. — 8 h. 30 : « La Cocarde de Mimi Pinson ».
BOUFFES. — 8 h. 30 : « Phi-Phi ».
TRIANON. — 8 h. 30 : « Maman Colibri ».
SCALA. — 8 h. 30 : « La Revue de la Scala ».
ALHAMBRA. — 8 h. 30 : « Digue-Digue ! », revue.
ALCAZAR. — 8 h. 30 : « Vas-y, petit ! », revue.

Saint-Projet-Cinéma

Tous les jours, « PEINTURE D'AME » avec Bessie Barriscale et Charles Rey; « CŒUR DE POUPEE », comédie; « TIH-MINH »; « LA VOIX SUR LE FIL », nouv. épisodes; Actualités, etc.

ALHAMBRA-THÉATRE
Tous les jours Digue-Digue, revue en un acte interprétée par nos meilleurs artistes.
A L'ÉCRAN : La Danse de la Vie et de la Mort, comédie dramatique.
La Voix sur le Fil, Tih-Minh.

EXPOSITION dans nos salons de chemisiers rares pour la fabrication de nos invisibles, chez HENRY, 46, cours du Chapeau-Rouge

MOUVEMENT DU PORT DE BORDEAUX

BORDEAUX, 20 avril

Montés en rade

St. fr. Mauritania, de Lisbonne; Margaux, de Cardiff; Tchad, de La Pallice. — St. ang. Thamemede, de Hull; War-Tabard, de Bristol. — St. port. Gaza, de San-Tomé. — St. esp. Alfonso-XIII, de Bilbao.

Ont fait au bureau du port leurs déclarations de descente :

St. ang. Figuig, p. Casablanca. — Dund. fr. Saint-Germain, p. Saint-Martin-de-Ré. — St. norv. Romsdalsfjord, p. Baltimore.

PAUILLAC, 20 avril

Montés :

St. fr. Limoges, de Swansea; Hypolite-Worms, de Dunkerque; St-André, d'Islande; Duguesclin, de St-Brieuc; nav. fr. St-Paul, de Porto. — St. suéd. Arnold, de Barry. — St. norv. Viking, de Nantes. — Nav. holl. Princesse-Juliane, de Fort-de-France. — Nav. dan. Agnes, de Casablanca. — St. suéd. Hop, de Cardiff. — St. transp. am. Odale, Ariadne, Black-Arrow, de New-York.

Rade de montée :

St. suéd. Onsala, de Cardiff. — Nav. fr. Bonne-Tante, du Havre. — Nav. ang. Gwendalen-Warren, de Bahia.

Aux appontements :

St. am. Sewellspoint, Honafatonia, Lake-Horney, d'Amérique.

Rade de descente :

St. dan. Lolly-Jenssen, p. Barry.

LE VERDON, 20 avril

Mouillé sur rade :

St. fr. Phryné, d'Angleterre.

Mis en mer :

St. am. Siboney, Orizaba, Canova, Canonicus, Kanawegua, Harry-B-Mallory, General-Borgs, Susquewana, Eastern-Chief, p. New-York. — St. fr. Château-Palmer, p. le Havre. — St. holl. Veganoord, p. Bibao. — Nav. fr. Automne, p. Anvers. — St. ang. Luque, p. Liverpool; Paris, p. Garston; Weimar, p. Manchester. — St. norv. Woerden, Romdalsfjord, p. l'Angleterre. — St. fr. Listrac, p. Nantes.

LA VIE SPORTIVE

FOOTBALL RUGBY

MATCH ARMÉE FRANÇAISE-NOUVELLE-ZELANDE

Londres, 20 avril. — Voici quelques renseignements sur la partie fournie par l'équipe française dans le match de Twickenham :

Les All-Blacks attaquèrent énergiquement dès le début, mais ils se heurtèrent à une sévère défense des Français. Puis bientôt les Français attaquèrent à leur tour, et sur une jolie descente de trois-quarts bien amorcée par Struxiano, ce joueur renforce l'attaque, feinte sur l'arrière et marque.

Les Français dominent, mais trois minutes avant la fin de la mi-temps les Néo-Zélandais égalisent.

En deuxième mi-temps, les Néo-Zélandais dominent nettement; les Français semblent fatigués. Mazarico, qui joue admirablement, dégage plus de vingt fois son camp menacé, mais il ne peut être partout et quatre nouveaux essais, coup sur coup, sont marqués par les All-Blacks, qui deux minutes avant la fin marquent leur sixième essai converti en but.

Le score ne donne pas une idée exacte de la physionomie de la partie, qui fut souvent à l'avantage des Français; les tricolores furent battus par le manque de poids et par le manque de souffle sur la fin.

Les meilleurs des Français furent tout d'abord Ma arico, puis Struxiano, Etcheberry, Loubatié, Rieu, Nicolas, Gallay.

MATCHES AMICAUX

A PERPIGNAN

Les Tarbais battent les Catalans par 6 points à zéro

C'était dimanche le match des champions. Les survivants « sang et or », champions de 1914, entourés des jeunes espoirs de la race catalane, rencontraient, en une partie toute amicale, le team tarbais, qui fut jadis leur ultime et valeureux adversaire, et qui vient, il y a huit jours, d'inscrire son nom sur le palmarès fameux. Plus de 10,000 sportsmen se pressaient le long des touches pour acclamer les champions. Le temps favorisa la rencontre, qui fut émotionnante de bout en bout.

A trois heures, les deux